



Recapitaliser les banques: la France dit toujours non

Par Julie de la Brosse - publié le 21/09/2011 à 17:02, mis à jour à 17:50

Alors que de plus en plus de voix prônent la recapitalisation des banques européennes, Bruxelles et FMI en tête, le gouvernement et les établissements français continuent la politique de l'autruche.



Frédéric Oudéa, PDG de la Société Générale, lors de la présentation des résultats annuels, le 16 février 2011, à Paris.

REUTERS/Benoit Tessier

Bruxelles a fini par l'admettre. "Malheureusement, avec l'aggravation de la crise des dettes souveraines, de nouvelles banques auront peut-être besoin d'être recapitalisées", en plus des neuf qui ont échoué aux stress tests européens de juillet dernier, a déclaré mardi le commissaire à la Concurrence, Joaquín Almunia.

Cela fait plusieurs semaines maintenant que [le débat a été lancé](#). La nouvelle présidente du FMI, Christine Lagarde, peut en parler, elle qui s'est attirée des critiques de toutes parts après avoir déclaré, fin août, que [les banques européennes avaient un besoin "urgent" de recapitalisation](#).

Petit à petit toutefois, plusieurs voix sont venues rejoindre cette position. En marge de la réunion des ministres des Finances européens vendredi et samedi en Pologne, le ministre suédois des Finances Anders Borg ou sa collègue espagnole Elena Salgado ont ainsi plaidé pour une recapitalisation.

Déni gouvernemental

De son côté, le gouvernement français, lui, s'enfoncé dans le déni. Ce mercredi sur RMC, la ministre du Budget, [Valérie Pécresse](#), a affirmé que les banques françaises n'ont pas besoin d'être recapitalisées. "Depuis 2008, elles ont augmenté leurs fonds de 50 milliards d'euros", s'est-elle justifiée, reprenant en substance les arguments présentés ce matin même par Frédéric Oudéa.

Un peu plus tôt, le patron de la Société Générale, [s'était en effet exprimé dans Le Figaro](#) en tant que directeur de la FBF. "Je m'abstiendrai de commenter les propos de tel ou tel, mais il ne me paraît pas pertinent de porter un jugement général sur la situation des banques européennes", a-t-il affirmé. Avant d'ajouter "ce n'est pas le cas de la majorité des banques européennes ni des banques françaises en particulier".



La ministre du Budget et porte-parole du gouvernement français Valérie Pécresse

REUTERS / Eric Gaillard

Pourtant à voir le peu de confiance qu'elles suscitent sur les marchés, les banques françaises pourraient bien être les premières concernées. Après les déclarations de la Commission, mardi, elles ont été vivement attaquées en Bourse, alors même que le CAC 40 reprenait des couleurs.

La Société Générale a ainsi clôturé en chute de 3,08% et BNP de 6,51%. La séance de mercredi a quant à elle été marquée par un nouvel exercice de yo-yo, le titre BNP ayant perdu plus de 5% le matin, avant de repasser dans le vert en milieu d'après midi pour finir à nouveau dans le rouge.

Des mouvements que les experts peinaient à expliquer avec certitude. Marquent-ils une pression en faveur d'une recapitalisation des banques françaises ou trahissent-ils l'appréhension qu'elles le soient ?

"Aujourd'hui, il existe un véritable combat sur les marchés entre ceux qui pensent que les banques font face à une crise de liquidité et ceux qui croient à la crise de solvabilité", explique Christophe Nijdam, analyste chez AlphaValue. Ce qui se traduit par une très grande vulnérabilité.

Les banques françaises particulièrement visées

Depuis plusieurs semaines, en effet, les [banques françaises sont au coeur de la tempête boursière](#), objets des rumeurs les plus folles sur leur solidité financière, en raison notamment de leur exposition aux dettes souveraines européennes les plus fragiles. La BNP est aujourd'hui la plus visée car elle détient énormément de dette italienne -20,8 milliards d'euros- dont la note justement vient d'être dégradée par l'agence Standard & Poors. Quant à la Société Générale, elle pâtit de sa forte exposition aux marchés financiers américains, et des difficultés qu'elle semble rencontrer [pour se financer sur les marchés en dollars](#).

banque rouge et noir.

Appel aux fonds publics ?

Pour recapitaliser les banques, et atténuer ainsi la crainte des marchés, la question des moyens sera centrale. L'appel aux marchés en effet semble compromis étant donné la faiblesse actuelle des cours. Une intervention des Etats pourrait être d'autant plus inévitable qu'elle permettrait d'éviter une trop forte dilution du capital. Cela n'empêche pas le gouvernement de rester droit dans ses bottes et de continuer à écarter fermement cette hypothèse, tiraillé entre le manque de marges de manoeuvre budgétaire pour procéder à une telle opération et sa volonté de maintenir à flot le secteur bancaire. Sans oublier qu'il craint sans doute la réaction de l'opinion publique.

Les banques bien sûr s'y refusent également. Elles redoutent l'immixtion des pouvoirs publics dans leurs affaires. [Faire appel au financement public](#) ne doit intervenir qu'"en dernier recours", convenait d'ailleurs pour sa part Joaquin Almunia.

Ce mercredi le FMI a ouvert une autre voie. L'institution met en effet en avant un plan de recapitalisation global qui utiliserait les ressources d'un fonds de soutien européen comme le FESF (Fonds européen de stabilité financière) -possibilité qui figure dans l'accord du 21 juillet de la zone euro. Une opération qui pourrait se faire en parallèle avec [un défaut ordonné de la Grèce sur sa dette](#).